

CIBLE

Dettes

Rien n'est pire que de tenter de rassurer un peuple en diffusant des certitudes illusoires. Ainsi, le gouvernement continue d'affirmer que la consommation a pris le relais des exportations pour soutenir la croissance - ce qui est une manière d'avouer que la crise financière est déjà une crise économique.

Mais la reprise de la demande intérieure, que les statistiques attestent, n'est pas un phénomène que l'on peut tenir pour durable.

En bonne théorie et en pratique, il est invraisemblable qu'un pays qui comporte plus de six millions et demi de personnes en situation de chômage officiel ou masqué, puisse accroître sa consommation interne sur une moyenne ou une longue période.

Cette perspective est d'autant moins assurée que de récentes études prouvent que le financement par les particuliers de leurs achats se fait par un recours massif et croissant à diverses formes de crédit.

L'inconvénient est que le crédit coûte cher et se tarit rapidement. C'est dire que toute activité économique fondée sur le crédit à la consommation sans forte augmentation de la masse salariale et sans baisse substantielle du chômage reste fragile et dangereusement exposée aux retournements conjoncturels.

Petits-maîtres

Les bourgeois du crépuscule

Allemagne

Le désir de normalité

p. 5

Modèle

La France libre

p. 10

Vague rose ou raz de marée ?

La récente victoire de Gerhard Schröder en Allemagne a déchaîné les commentaires sur la « vague rose » dans une Europe socialiste ou sociale-démocrate. Allons y voir de plus près.

Alléluia ! Que sonnent les trompettes de la renommée après la victoire du social-démocrate allemand Schröder. Citoyens de l'Europe unie par la gauche, vous allez voir ce que vous allez voir. Pensez donc, onze pays européens sur quinze, gouvernés par des gouvernements sociaux-démocrates. Sans compter Belgique et Luxembourg où des socialistes, minoritaires, participent au pouvoir. Seules l'Espagne et l'Irlande demeurent au sec, épargnées par la vague rose. Un accident de l'histoire.

Même si l'on s'en tient à l'aspect le plus superficiel du phénomène, il faut modérer « l'enthousiasme ». En rappelant, par exemple, qu'en Suède le SAP social-démocrate a, certes, retrouvé le pouvoir mais en réalisant son plus mauvais score depuis vingt-cinq ans. Ou que la coalition italienne de l'Olivier vit probablement ses derniers jours, après la défection de

« *Rifondazione comunista* ». Si l'on ajoute qu'en Autriche, en Finlande et aux Pays-Bas, la gauche gouverne conjointement avec des conservateurs ou des libéraux, le tableau devient moins « idyllique ».

De plus, il est permis de penser que Tony Blair, avec son « *New Labour* » en forme de troisième voie, a mis beaucoup de lait dans son thé travailliste. Ou que le Gerhard Schröder du « nouveau centre » (*Neue Mitte*) qui décerne un brevet de sociale-démocratie à Jacques Chirac, n'est pas un dangereux révolutionnaire. Le premier doit son succès aux excès thatcheriens des conservateurs, le second à l'usure d'un chancelier Kohl trop longtemps au pouvoir. Quant aux socialistes français, ils doivent surtout le pouvoir à une droite qui s'applique chaque jour à confirmer qu'elle est « la plus bête du monde ». A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire.

Certes, François Bazin, dans un article d'ailleurs fort criti-

que du *Nouvel Observateur*, peut évoquer « ... ces télégrammes, ces colloques, ces déjeuners informels (qui) constituent le lot quasi quotidien des leaders d'une gauche européenne qui, à défaut de s'apprécier, ont au moins appris à se connaître ». Et, fort lucide, il ajoute : « *L'Europe communautaire ne rapproche pas forcément les politiques nationales mais elle multiplie les occasions de rencontre* ».

Tout cela est bel et bon. Mais quels sont les mouvements de fond, communs aux pays de l'Europe occidentale, qui les ont placés dans une telle position ? Pour faire vite, on peut évoquer la conjonction de deux phénomènes. Le premier découle des excès inhérents au libéralisme économique : précarité engendrée par un chômage endémique ; remise en cause des acquis sociaux en matière de rémunération, de conditions de travail, de protection médicale ; incertitude de l'avenir quant aux retrai-

tes... Le second résulte de la chute du mur de Berlin et de l'écroulement de l'empire soviétique qui ont « ... achevé de bouleverser le rapport de force entre capital et travail, car l'argent croît n'avoir plus besoin de consensus social pour éviter les révolutions » (1).

Ce sont donc essentiellement des raisons négatives qui ont permis la constitution de gouvernements de gauche ou de centre-gauche. Ce n'est pas à la cohérence de leurs projets ou programmes respectifs qu'ils doivent leur succès. Ce dernier ne remet pas en cause - Dieu merci - les réalités nationales : la Grande Bretagne de Tony Blair demeure prudemment à l'écart de l'euro. Pas davantage que cette avancée des partis de gauche ne fait reculer massivement le chômage. Partout l'on entend pratiquer la compression des dépenses publiques, réaliser des privatisations. Partout l'on proclame le respect des grands équilibres financiers, comme la très anglo-saxonne indépendance des banques centrales qui garantit l'orthodoxie des politiques économiques. Nulle part, le libéralisme économique n'est réellement remis en cause. Tout au plus se contente-t-on de remédier à ses conséquences les plus funestes. C'est mieux que rien, mais c'est peu.

C'est pourquoi, plutôt que de parler d'une déferlante socialiste ou sociale-démocrate sur l'Europe, il faudrait plutôt évoquer une vaguelette rose, venant s'échouer sur les côtes du Vieux Continent.

Alain SOLARI

(1) Bernard Guetta - « *Le Nouvel Observateur* », 1-7 octobre 1998.

Le risque systémique

Tardivement admis, le krach boursier s'affiche depuis le début d'octobre à la une des journaux. Mais ce n'est qu'un aspect de la crise globale : il faut maintenant porter son attention sur les établissements bancaires, et sur le mouvement des monnaies.

Peu importe que M. Strauss-Kahn soit un faux naïf ou un homme fort embarrassé : le fait est que sa dénonciation de l'irrationalité des marchés financiers est pitoyable. La logique spéculative est par définition un phénomène irrationnel qui fonctionne, comme nous l'avons souvent expliqué, sur le mode de la panique : chacun suit ce que fait l'autre, pour le meilleur ou pour le pire.

Dans la crise boursière qui nous préoccupe, le phénomène mimétique est d'autant plus pernicieux que la spéculation consiste non seulement à parier, mais à parier sur le résultat des paris et à s'endetter pour gagner encore plus et encore plus vite à ce jeu démentiel. Quand la tendance se retourne, la contagion est d'autant plus brutale et ravageuse qu'elle s'accompagne d'une crise de confiance généralisée.

La preuve ? On s'attendait à un rebond boursier à la suite de la baisse des taux décidé par la Banque centrale américaine : celle-ci a au contraire déclenché un nouveau mouvement de baisse car les spéculateurs ont vu dans la décision de M. Greenspan le signe d'une inquiétude certaine quant à l'ampleur de la crise. Autre preuve ? Aux États-Unis, les licenciements étaient il y a encore quelques mois considérés comme la promesse d'une augmentation de la rentabilité de l'entreprise. Depuis

quelques jours, une entreprise qui licencie voit le cours de ses actions baisser car les spéculateurs pensent qu'elle est en proie à de graves difficultés. Conclusion ? Comme les boursiers ne reconnaissent pas de critères fixes, toute information est ambivalente et il faut s'attendre à tout et à n'importe quoi. Mais, ces temps-ci, mieux vaut prévoir le pire.

Pourquoi ? Parce que le krach boursier a déjà eu des conséquences désastreuses sur le système bancaire. Nul n'est en mesure d'évaluer l'ampleur du désastre mais, à la catastrophe qui frappe des établissements asiatiques, s'est ajoutée la défaillance du fonds américain d'investissement LTCM, sauvé au mépris des principes libéraux par un consortium bancaire, mais qui a provoqué d'énormes pertes dans de nombreuses banques. Comme beaucoup d'établissements financiers ont placé des capitaux dans les fonds spéculatifs anglo-saxons, comme ceux-ci ont perdu des sommes considérables en septembre, comme la plupart des banques sont engagées en Russie et surtout en Amérique latine, la solidité d'importantes banques européennes (Deutsche Bank, Barclays, Dresdner Bank, Paribas, Société générale) est devenue hautement problématique. La résistance des banques américaines et européennes au risque d'une crise du système est le point décisif pour les semaines à venir.

D'où le débat sur la baisse

des taux d'intérêts, qui permettrait aux entreprises et aux particuliers de trouver plus facilement des liquidités, et aux banques de se refinancer. Mais cette technique (dont les effets seraient lents) est possible quand il y a unité de décision. C'est le cas aux États-Unis avec M. Greenspan, mais pas en Europe : les écarts de taux sont importants entre les pays, les autorités politiques ne peuvent engager des baisses concertées puisque les banques centrales sont indépendantes (faute que nous avons vivement dénoncée) et les banquiers centraux mènent des politiques différentes : la Banque d'Espagne a choisi la baisse, la Bundesbank et sa succursale française ont choisi le statu quo. La fameuse zone euro, dont on dit qu'elle existe et nous protège alors qu'elle n'est pas encore « lancée », n'a ni pouvoir monétaire unique, ni politique monétaire commune, ni représentation extérieure unique puisque les décisions en ce domaine ont été reportées. On se contente donc de déplorer la baisse du dollar (qui aura un effet négatif sur la croissance européenne) sans dire un mot de la baisse de la livre.

Le gouvernement se rattache au fait que les monnaies de l'Euroland virtuel restent stables entre elles. Mais c'est comme la Bourse : tant qu'on croit qu'elles sont inattaquables, elles ne seront pas attaquées. Des millions d'existences ont été sacrifiées pour qu'elles ne le soient pas. Mais la spéculation est sans cœur ni raison.

Sylvie FERNOY

(1) Pour une description plus précise et plus complète des phénomènes évoqués, cf. Michel Aglietta - « *Macroeconomie financière* », La Découverte, 1998, prix franco : 59 F.

Sénat

Coup de théâtre au lendemain des élections sénatoriales : la présidence du Sénat, que la droite libérale considèrerait comme sa priorité, est allée à un membre éminent du RPR.

Alors qu'il bénéficiait de la neutralité bienveillante de l'Élysée, du soutien théorique de la droite libérale et de la sympathie active de la presse, René Monory, président sortant, a été contraint de retirer sa candidature après un premier tour qui donnait l'avantage à Christian Poncelet, président RPR de la Commission des Finances.

Nous ne regretterons pas René Monory, élu comme successeur d'Alain Poher avec le soutien tacite de l'Élysée : on se souvient que, ministre de l'Éducation nationale en 1986, ce médiocre n'avait pas démissionné après la mort de Malik Oussekine. Qu'après cela cet homme devienne le deuxième personnage de l'État nous avait profondément choqué.

Christian Poncelet est, quant à lui, un sénateur-type, élu de la mirabelle comme d'autres le sont du seigle et de la châtaigne. Le nouveau président du Sénat appartient à l'espèce rare de ceux qui sont passés du syndicalisme chrétien à un gaullisme de centre-gauche. Après avoir été plusieurs fois secrétaire d'État (au Travail, à l'Emploi...) sous la présidence de Georges Pompidou, ce grand notable défendra sans doute la seconde Assemblée telle qu'elle est, alors qu'une profonde réforme de l'élection des sénateurs serait nécessaire. Mais il est sûr que cet homme honnête et travailleur rehaussera fortement le prestige du Palais du Luxembourg, en France et à l'étranger.

J. B.

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Vague rose ou raz-de-marée ? - p.3 : Le risque systémique - Sénat - p.4 : Le Pen - Cadres : autoportraits - p.5 : Un pays comme les autres ? - p.6/7 : Les bourgeois du crépuscule - p.8 : Règles - 68 forever - p.9 : Rive dangereuse - p.10 : La France libre - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Sortir de la confusion.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le Pen

Depuis la rentrée, quelle discrétion à *Royaliste* sur les mésaventures du Front national !

Quand les événements se déroulent selon leur logique, la plume se fait paresseuse. La rivalité entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Megret agite beaucoup les esprits, mais il ne s'agit que de la confirmation publique de l'auto-paralyse du Front par la volonté de son chef charismatique. Le jeune loup n'est pas prêt à dévorer le vieux lion, qui n'est même pas blessé.

Mais l'affaire qui vient en appel devant le tribunal de Versailles ? Le fait de se décharger d'une question politique sur la justice ne résoudra rien, quel que soit le jugement devant la cour d'Appel.

Mais le vote de l'Assemblée de Strasbourg, qui prive le chef du Front national de son immunité parlementaire ? Elle accroît le malaise. Un adversaire politique reste un compatriote, et le fait qu'un citoyen français soit traduit devant un tribunal allemand provoque un désagréable sentiment. Les parlementaires européens s'indignent des provocations verbales de leur collègue, mais ils oublient que le droit allemand de la nationalité reste fondé sur un critère racial. Un agitateur xénophobe jugé dans un pays raciste, quel paradoxe ! Que les députés et les juristes allemands commencent par débarrasser leur législation des relents d'idéologie nazie qui l'infestent. Et qu'ils ne viennent pas nous donner, comme ils ont trop tendance à le faire, des leçons de droit et de morale.

Maria DA SILVA

Cadres : autoportraits

Depuis huit ans, l'Association Pour l'Emploi des Cadres (APEC), interroge 3 000 cadres travaillant dans des entreprises d'au moins 5 salariés du secteur privé. Question « *Que s'est-il passé dans votre vie professionnelle cette année ?* ». Nous synthétisons ici les émergences principales de cette enquête de climat.

Avec 13 % de satisfaits et 72 % de plutôt satisfaits les cadres sont majoritairement contents de leur situation.

Les moins de 35 ans, ceux de l'industrie chimique, ceux qui ont changé d'entreprise en cours d'année, et surtout ceux qui maîtrisent leur carrière sont les plus heureux bien que, parmi les motifs de satisfaction, les perspectives de carrière soient lanterne rouge. La formation continue a touché quatre cadres sur dix contre 3/10 l'an passé. Toutefois cette progression sensible s'accompagne d'un nombre croissant de demandes sans suite.

On observe par ailleurs que ce sont souvent les mêmes personnes qui en bénéficient puisque 63 % des stagiaires l'avaient aussi été l'année précédente. Là, comme dans d'autres volets sociaux, les cadres des grandes entreprises se taillent la part du lion. Cette augmentation remarquée de la formation continue, tant en demandes aboutissant qu'en demandes rejetées (18 %) fait apparaître une priorité préférentielle pour des stages de courte durée, deux semaines, voire cinq jours.

Équipes réduites, qualifications accrues

La reprise des recrutements semble contribuer à des repositionnements hiérarchiques.

En effet, alors que l'on assiste à une baisse de la taille des équipes, on constate un niveau d'encadrement renforcé. Ainsi, la part des cadres encadrant entre 5 et 9 personnes est passée de 19 % à 22 % tandis que, dans le même temps, s'élevait la qualification des cadres encadrant des cadres.

Sans doute est-ce la retombée positive d'un niveau d'enseignement supérieur et du développement accéléré de nouvelles technologies de pointe.

Certes satisfaits les cadres, mais aussi surchargés. Et selon 81 % d'entre eux leur charge de travail excessive n'est pas saisonnière ou passagère mais bel et bien permanente.

Les débats souvent confus, les négociations sur les 35 heures, plus défensives qu'offensives, ont fait découvrir ou mieux saisir à de nombreux cadres qu'ils travaillent aussi avec une réglementation à l'instar des autres salariés. Et cela les conduit à réévaluer leur travail. Le BTP, les industries mécaniques, les services sont les secteurs qui « chargent le plus la mule ». Anecdote : les cadres les moins payés rechignent moins que les cadres les plus payés. On le savait sans trop y croire : l'argent ne fait pas le bonheur...

Précarité flexible

Temps partiel, intérim, contrats à durée déterminée

(CDD) les cadres sont peu concernés par ces trois formes de flexibilité, de précarité, d'insertion ou de réinsertion aléatoires.

Toutefois, le temps partiel progresse chez les cadres féminins. Il a presque doublé en quatre ans, passant de 4 % en 1993 à 7 % en 1997. A comparer néanmoins, aux 31 % de femmes salariées dans cette situation, plus subie que choisie. Côté CDD on remarque un développement lent mais continu de ces contrats.

De 7 % en 1993 les cadres sont 13 % en 1997 à avoir travaillé en CDD, plus particulièrement les femmes, ceux ayant changé d'entreprise et les chômeurs retrouvant un emploi.

Quant à l'intérim, un cadre sur dix reconnaît avoir connu ce passage. Sont touchés les chômeurs, les moins diplômés, en région parisienne et dans les PME.

Boomerang

A l'évidence les cadres, s'il leur arrive encore de naviguer à la voile, n'entendent plus s'éclairer à la lampe à l'huile.

Mettant en tête des motifs de satisfaction les relations avec les autres, ils prennent davantage conscience de leurs responsabilités citoyennes dans l'entreprise. Boomerang d'attitudes patronales, « *manageriales* » qui leur ont fait comprendre, tout au long de ces dernières années, qu'ils n'étaient plus les cousins de province à l'abri des restructurations et des licenciements.

Jean-Baptiste DELLATANA

Un pays comme les autres ?

L'Allemagne avec l'élection de Schröder a exprimé un désir de normalité ou de banalisation : rose comme tous les autres gouvernements européens sauf deux, mais aussi ne faisant plus problème, soucieuse de vivre comme tout le monde.

Avec la réunification, Kohl n'avait pas réussi à évacuer « la question allemande ». Il donnait aux Allemands le confort de vivre en bons Allemands, assumant leur « force tranquille » sans trop de scrupule. La vague social-démocrate qui l'a emporté le 27 septembre est au contraire marquée du sceau du « patriotisme constitutionnel » du philosophe Habermas et des courants dits « post-nationaux ». Dans « République fédérale allemande » le terme « république fédérale » est, pour ce courant désormais dominant, plus important que le terme « allemand ». Le modèle des Allemands, a-t-on parfois avancé, est la Suisse. Leur modèle de l'Europe sera plus que jamais l'helvétique. M. Schröder n'a pas attendu d'être élu pour dire au journal *Le Monde* le 16 septembre que l'Allemagne n'aura aucun problème avec une constitution fédérale de l'Europe. « *C'est plutôt pour les États centralisés que cette évolution naturelle est une révolution et ce sera tout particulièrement aux Français qu'il appartient de dire quand prononcer ce mot fatidique et accepter les nouvelles réalités* ».

Il ne faut pas s'attendre avec Schröder à l'affirmation d'une politique étrangère et de sécurité commune telle que les Français l'ont à l'esprit. Là encore le refus de la puissance, les exigences de légitimation internationale dans le cadre des organisations multilatérales, la recherche du poli-

tiquement correct, vont parfaitement être incarnés par un ministre des Affaires étrangères issu des rangs des « Verts » même réalistes. L'alliance « *rotgrüner* », conclue avant la chute du mur, l'avait emporté dans plusieurs régions, à Francfort et à Berlin. Novembre 1989 a retardé de neuf ans son accession au gouvernement fédéral. Mais les raisons de fond demeurent : le refus d'assumer la puissance allemande. Comme si l'Allemagne devait passer directement de l'infra-national au post-national. La nation allemande n'aura vécu qu'un seul jour, le 9 novembre 1989.

La République de Berlin commence donc comme la République de Weimar par une majorité sociale-démocrate. Berlin, bastion social-démocrate, a connu aussi les meilleurs résultats des « Verts », héritiers des alternatifs et des ex-communistes. La ville incarne donc fidèlement cette « nouvelle Allemagne » ou plutôt cette « nouvelle culture » qu'y a célébrée Jack Lang avec les technoparades et autres manifestations libertaires. Le transfert de la capitale à Berlin qui sera effectif en 1999 n'aura pas le sens d'une restauration nationale mais sera au contraire l'expression d'une restauration républicaine. L'abandon du droit du sang au profit du droit du sol devrait marquer cet avènement au nouveau Reichstag inauguré à l'occasion du cinquantenaire de l'acte fondamental créant la république fédérale.

Les craintes vis-à-vis de l'Allemagne sont donc mal fondées. Elles ne sont pas vaines pour autant. Le refus de puissance s'accompagne en effet d'une forme de militantisme : nous acceptons de ne pas faire usage de notre puissance mais il faut que tout le monde en fasse autant. On avait déjà connu ce mode de raisonnement pour le désarmement, avant 1989, dans la phase dite « neutraliste » de ceux-là même qui viennent d'être élus.

Il est clair par exemple que l'on demandera de la France moins d'« arrogance » dans ses postures internationales. La différence ici n'est pas entre socialistes et hommes de droite mais entre deux cultures politiques. Notre connaissance des Allemands est trop limitée pour comprendre la nouvelle génération outre-Rhin. Il est bien tard pour chercher à rénover la relation franco-allemande qui doit quasiment repartir à zéro.

Les États-Unis l'ont déjà compris. Ils sont les premiers à regretter Kohl, leur plus fidèle allié, celui que l'expresident Bush voulait introniser comme son partenaire privilégié en Europe, au grand dam surtout des Anglais. La nouvelle diplomatie allemande réduit à peu de choses les espoirs placés à Washington dans la « nouvelle Allemagne ». Blair n'aura donc aucune difficulté à renouer les relations spéciales anglo-américaines. Plutôt que de se demander si le couple franco-allemand sera remplacé par un couple anglo-allemand, il vaudrait mieux s'attacher aux conséquences que l'Amérique en tirera sur l'Europe. Washington se sent désormais plus seul dans la conduite des affaires du monde.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **IRAN** - A l'occasion du 19^e anniversaire de la révolution islamique qui renversa son père, Reza Shah II a adressé un message au peuple iranien. Après avoir félicité ses compatriotes du courage dont ils font preuve face à l'oppression qu'ils subissent, il les a encouragés à poursuivre la lutte de libération. Il a, en particulier, appelé ceux qui ont le plus souffert - jeunes, femmes, intellectuels - à prendre la tête d'une lutte pour un Iran libre et progressiste. Son appel se concluait par « *Soyez sûrs que la victoire finale est à portée de votre main ! Dieu sauve l'Iran !* ».

♦ **ESPAGNE** - C'est au palais de la Zarzuela, le 4 octobre, qu'a été baptisé Felipe Juan Froilan de Todos los Santos, fils de l'infante Elena et premier petit-fils du roi Juan Carlos. Le jeune baptisé, né le 17 juillet dernier à Madrid, est le troisième dans l'ordre de succession au trône d'Espagne après son oncle Felipe et sa mère Elena.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Lors de son voyage officiel à Malte les 1^{er} et 2 octobre, le prince Andrew, duc d'York a tenu des propos extrêmement sévères sur le service de presse de Buckingham Palace, l'accusant de mentir depuis vingt ans et comparant les porte-parole du Palais à des fonctionnaires soviétiques. Ces propos, largement repris dans la presse britannique, ont ensuite fait l'objet d'un démenti embarrassé.

♦ **LESOTHO** - Sous l'égide du roi Letsie III, des négociations sont en cours entre l'opposition et le parti du Congrès pour la démocratie qui avait remporté la majorité des sièges aux élections controversées de mai dernier. Un protocole d'accord prévoit la tenue de nouvelles élections dans les 18 mois et la réforme du système électoral. Le roi a appelé les hommes politiques de son pays à mettre leurs différences de côté et d'accorder la priorité aux intérêts de la nation, il s'est déclaré « *plein d'espoir que la prochaine session des discussions va promouvoir les efforts pour ramener la paix et la stabilité dans le royaume* ».

♦ **CAMBODGE** - Depuis les élections de juillet la situation politique est bloquée au Cambodge, car le Parti du peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen, quoique vainqueur, ne dispose pas d'assez de sièges à l'Assemblée nationale pour pouvoir former un gouvernement homogène. Il est forcé de s'entendre avec le parti royaliste (FUNCINPEC), dirigé par le prince Ranariddh, pour aboutir à un gouvernement de coalition. Jusqu'à maintenant les négociations ont échoué. En désespoir de cause les deux partis rivaux viennent de demander au roi Norodom Sihanouk d'intervenir pour débloquent la situation. Ce dernier, depuis son retour au Cambodge au mois d'avril, résidait au palais de Siem Reap (près d'Angkor), jugeant sa sécurité mieux assurée qu'à Phnom Penh. Il vient cependant de revenir habiter dans la capitale afin de pouvoir mieux contribuer à dénouer la crise.

Les bourgeois du crépuscule

Vient de paraître un nouvel ouvrage de notre directeur politique. Écrit au cours d'un été euphorique, achevé au moment même où se révélait dans toute son ampleur l'échec de l'ultra-libéralisme, ce livre, *Les Bourgeois du crépuscule*, annonce la fin des petits-maitres : ceux qui se sont emparés du pouvoir politique, économique, médiatique, tout en refusant de l'exercer. Cette analyse critique d'une reddition intellectuelle et morale permet d'indiquer en contrepoint les conditions d'une renaissance qui devrait ne plus tarder.

■ **Sylvie Fernoy** : Parmi les thèmes que tu abordes dans ce livre, quel est celui qui prédomine ?

Bertrand Renouvin : J'ai voulu comprendre l'attitude du milieu dirigeant, saisir les raisons pour lesquelles il ne s'intéresse plus à notre nation, faire apparaître les causes profondes du mépris courtois qu'il témoigne au peuple français.

■ **Sylvie Fernoy** : C'est un procès d'intention...

Bertrand Renouvin : Il est vrai que, dans les réunions que nous faisons avec des citoyens qui observent de loin la vie politique, la dénonciation de l'indifférence et du cynisme de certains responsables politiques est reçue avec incrédulité. Beaucoup veulent croire que nos actuels dirigeants ont toujours le souci de l'intérêt de national, et qu'ils font ce qu'ils peuvent dans une période difficile.

Je comprends d'autant mieux cette réaction que j'ai, moi aussi, du mal à prendre mon parti de ce désintérêt. Pendant longtemps, j'ai rencontré de hauts responsables pour tenter de les convaincre de la justesse d'un certain nombre de causes, et je me suis rendu très tard aux arguments de celles et ceux qui m'expliquaient pour quoi je perdais mon temps.

Ce livre est donc le fruit d'une expérience personnelle, considérablement enrichie par les observations, les critiques

et les confidences d'amies et d'amis que je ne peux citer, mais qui sont proches de ces bourgeois crépusculaires.

■ **Sylvie Fernoy** : Voilà bien des mystères...

Bertrand Renouvin : Non. Il se trouve que les maîtres du moment parlent comme si leurs serviteurs étaient trop bêtes pour comprendre, et trop impressionnés pour les juger. C'est une erreur : rien n'échappe aux interprètes, aux chauffeurs, au personnel des restaurants chics (pour ne citer que ces catégories) et le jugement qu'ils portent sur ces messieurs est terrible. On me reprochera la dureté de mes critiques, alors que j'ai beaucoup atténué la crudité des paroles que j'entendais et la violence des intentions actuellement exprimées.

■ **Sylvie Fernoy** : Peut-on parler de haine de classe ?

Bertrand Renouvin : Ceux qui sont offensés par l'attitude de la bourgeoisie du crépuscule éprouvent de la colère et du dégoût. C'est le milieu dirigeant qui manifeste depuis une dizaine d'années son mépris pour le peuple (« *Les gens* ») et sa haine de classe. J'ai observé cela au Conseil Économique, et je donne de nombreuses citations qui prouvent la réalité de ces sentiments. Les politiciens et les patrons ultra-libéraux sont antidémocrates : pour eux, le peuple est infantile, irresponsable et dangereux, parce qu'il

se trouve hors du « cercle de la raison » défini par Alain Minc. Mais il s'agit là d'une curieuse « raison » puisque ceux qui se prennent pour l'élite ne s'intéressent pas aux idées, détestent les intellectuels, se contentent d'une mince couche de vernis culturel, et confondent la rationalité et l'efficacité gestionnaire.

■ **Sylvie Fernoy** : Il y a une grosse ambiguïté dans ton livre : tu passes d'une critique somme toute classique - et à résonance marxiste - de la bourgeoisie à la mise en cause précise, nominative, de ceux que tu appelles « Nos Maîtres » ou « Les petits-maitres ». On te reprochera d'avoir hésité entre une approche sociologique des élites et une dénonciation polémique du milieu dirigeant.

Bertrand Renouvin : Ce livre est au sens strict un essai politique. Je n'ai pas voulu traiter dans son ensemble la question des élites - remarquablement analysée par Luc de Goustine dans un texte que je souhaite voir rapidement publié - ni chercher noise à Pierre Bourdieu sur la « noblesse d'État », et je laisse les marxistes élucider le concept de bourgeoisie.

■ **Sylvie Fernoy** : Pourtant, tu emploies ce mot...

Bertrand Renouvin : Tout au long de l'écriture de ce livre, j'ai eu à l'esprit l'impla-

cable constat de Bernanos : « *la bourgeoisie française à trahi* ». Le général de Gaulle ne disait pas autre chose : pendant l'Occupation, les possédants (« aristocrates », grands industriels, etc.) ont pour la plupart choisi l'attentisme ou la collaboration plutôt que la Résistance. Il était donc facile de prolonger jusqu'à nos jours ces critiques accablantes. Je ne l'ai pas fait pour deux motifs :

J'ai toujours refusé d'établir des comparaisons entre la période que nous vivons et celle de la guerre afin de préserver la force des mots (trahison) et le sens des références (« Munich », par exemple).

Surtout, je crois fermement que seule une petite fraction de la bourgeoisie est coupable des travers et des forfaits que je dénonce : non seulement l'enrichissement éhonté et la corruption, mais la haine de classe dont je parlais, mais la haine de la nation qui se cache derrière la thématique sur la « fin de l'exception française », mais la haine de la vérité qui est à la fois un héritage de 1968 et le résultat de la religion de l'efficacité, mais cet « étrange renoncement » qui est analysé par Henri Guaino dans un ouvrage dont nous allons bientôt parler (1). Renoncement étrange, en effet : les petits-maitres ont pris le pouvoir pour n'en rien faire, et masquent sous leur arrogance une totale reddition à l'ultra-libéralisme. Il y a chez

eux une horreur de la volonté qui est perceptible dans les discours sur le « réalisme », sur le « respect des contraintes », sur l'étrécissement des « marges de manoeuvre ».

■ **Sylvie Fernoy** : Comment définis-tu les « petits-maitres » ?

Bertrand Renouvin : Ce n'est pas un hasard si le mot est apparu au début de la Fronde : ce sont les usurpateurs de l'autorité légitime, c'est la cohorte arrogante des profiteurs, des accapareurs, des seconds couteaux, des « chiens de garde » médiatiques dénoncés à juste titre par Serge Halimi. En désignant nommément les petits-maitres, je veux mettre en garde contre les généralisations abusives : il est urgent de mettre en cause les dirigeants du CNPF, mais il serait injuste d'accabler, sauf motifs précis, les chefs d'entreprises ; il faut mettre en cause l'irresponsabilité de certains politiciens, sans les confondre avec les vrais politiques qui ont gardé leurs convictions et qui se dévouent pour le bien de la nation ; il importe de distinguer entre la grande majorité des fonctionnaires, qui ont le sens du service de l'État, et l'infime minorité des courtisans et des corrompus. De même, les journalistes ne sauraient être confondus avec la haute société médiatique.

Bien entendu, la lutte politique contre les petits-maitres ne doit pas nous faire oublier

les conflits entre salariés et patrons, et les oppositions d'intérêts entre groupes professionnels. Cette classique lutte des classes est nécessaire à la dynamique sociale, et elle est positive si on la conçoit à la manière de François Perroux comme une « lutte-concours ». Mais je crois, à l'opposé des marxistes, que la lutte principale est politique, et que les principales causes de l'usurpation des petits-maitres sont politiques.

■ **Sylvie Fernoy** : Encore faut-il le démontrer...

Bertrand Renouvin : La crise de la volonté politique dont nous sommes victimes est, pour une part, la conséquence de la victoire de la « deuxième gauche » qui est à tous égards une gauche antipolitique dont nous n'allons pas tarder à constater l'échec. Je ne suis pas le seul à faire ce constat : Jacques Julliard, figure éminente du rocardisme, a publié dans un récent numéro du *Débat* une analyse très lucide et que je trouve pathétique, sur la destinée paradoxale de cette deuxième gauche.

Mais il y a beaucoup plus grave. La génération de la Résistance est en train de disparaître et c'est tout ce qui constitue notre existence nationale qui est de ce fait menacé : l'idée même de nation, l'amour de la patrie, la volonté de prolonger le projet collectif de la France millénaire, renouvelé par le pacte

de 1789 (les Droits de l'homme) et par celui qui a donné lieu au Préambule de 1946 (les droits sociaux).

■ **Sylvie Fernoy** : Devoir de mémoire ?

Bertrand Renouvin : L'expression est suspecte : nous ne sommes pas des écoliers qui auraient l'obligation d'apprendre pieusement des pages d'une histoire révolue. Le projet de la France combattante a continué pendant ces cinquante dernières années. Il est aujourd'hui dénigré, récusé, sali par le petit groupe de manipulateurs, de faussaires et de sado-masochistes qui fabriquent des scandales, soumettent de magnifiques survivants à des interrogatoires policiers et exigent que la France s'excuse tous les trois mois. Nous n'avons pas à défendre la mémoire de la Résistance française : les Résistants s'en sont chargés, non pour leur propre gloire, mais pour nous transmettre leur passion. Nous ne sommes pas en train de recevoir en héritage une collection de statues et des poèmes épiques qu'il faudrait pieusement réciter, mais un projet révolutionnaire qu'il nous faut prolonger : celui qui s'est exprimé de manière conflictuelle - et formidablement dynamique - avec le gaullisme, le communisme et le socialisme patriotique. Que les grandes familles politiques qui ont participé à la Résistance comprennent cela, et la France sortira de la gestion frileuse dans laquelle se complaisent les petits-maitres. Reprenons le combat ! Il est infiniment moins difficile

et moins périlleux que celui des années quarante.

■ **Sylvie Fernoy** : Sur quels principes ?

Bertrand Renouvin : La justice et la liberté, qui ne sont pas séparables de la souveraineté de la nation. Mais il faudra aussi repenser les vertus politiques, sur lesquelles on dit en ce moment n'importe quoi. J'ai consacré trop peu de pages à cette immense question, mais j'ai voulu simplement indiquer comment elle pouvait être à nouveau envisagée. Contre le cynisme des petits-maitres, contre les bricolages et les impostures des maîtres-penseurs, écoutons ceux qui sont ou qui peuvent devenir les maîtres de notre vie d'esprit. L'année dernière, j'avais écrit sur l'identité en compagnie de Platon. Cet été, j'ai relu les notes que je prenais aux cours de mes bons maîtres Henri Birault et Jean-Luc Marion, j'ai travaillé avec Pascal (les Trois discours sur la condition des grands, la théorie des ordres) et comme toujours avec Vladimir Jankélévitch et Emmanuel Levinas. Nous le savons à *Royaliste* : c'est en demeurant attentifs aux grandes pensées et aux meilleurs de nos professeurs qu'on trouve les conditions très concrètes de la renaissance.

Propos recueillis par Annette DELRANCK

(1) Ancien commissaire général du Plan scandalement démis de ses fonctions par Lionel Jospin, Henri Guaino présentera « *L'Étrange renoncement* » aux mercredis de la NAR le 2 décembre prochain.

Bon de commande

à retourner à *Royaliste*,
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nom/Prénoms :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ commande ex. des « *Bourgeois du crépuscule* » au prix de 120 F franco (règlement à l'ordre de « *Royaliste* »).

Règles

Nous évoquons trop peu souvent les publications de l'ISMEA (Institut de Sciences et de Mathématiques Appliquées à l'Économie, fondé par François Perroux et présidé par Gérard de Bernis) qui constituent, à *Royaliste*, un indispensable instrument de travail.

Au moment où Dominique Strauss-Kahn évoque la nécessité d'une « régulation » face à la crise mondiale, il importe de connaître précisément la signification de ce mot, qui est devenu le concept central d'une théorie vivement débattue chez les chercheurs.

C'est là chose possible puisque les *Cahiers de l'ISMEA* consacrent une de leurs séries à la « Théorie de la régulation ». Le numéro qui porte sur « Régulation et convention » est particulièrement conseillé car il permet à la fois de saisir l'approche régulationniste en économie et de la situer par rapport aux écoles keynésienne et institutionnaliste.

Cette mise en perspective permettra à nos lecteurs d'approfondir les analyses que nous publions dans ces colonnes, et qui sont fortement inspirées par les travaux de Michel Aglietta et d'André Orléan - certains rédacteurs de *Royaliste* ayant suivi leur séminaire fondamental sur la monnaie au CREA au début des années quatre-vingt.

Alors que le « marché » ultra-libéral révèle son caractère autodestructeur, le recours aux institutions politiques et la nécessité de l'intervention étatique dans l'économie trouvent enfin leur pleine actualité théorique et pratique.

Jacques BLANGY

(1) Économies et sociétés, *Cahiers de l'ISMEA*, Tome XXX, no 12, décembre 1997, prix franco : 190 F.

68 forever

J'avais juré de ne pas en parler. De Mai 68. Et j'aurais tenu bon s'il n'y avait eu ce mince ouvrage, cette lame vive, oui, ce petit miroir chaviré contre un océan de ciel qu'est le bouquin de Jean Sur.

Dans la salve de salive, la pétarade de vents, qui ont, en mai dernier, salué ou conspué le Mai d'il y a trente ans, Jean Sur - que peu de gens ont lu et de journalistes recensé, à coup sûr - est un semeur de Verbe, un réveilleur de morts.

De quels morts ? Non pas seulement de ceux qui, comme moi, *faisaient le mort* pour ne pas tremper dans la combine qui exigeait que 68 rentre enfin dans le moule, dans le moulin communicant : Dany le Vert jouant du charisme dans la rigole à confidences de Jacques Chancel - *Ach ja*, je suis comme ça, je plais aux médias ! - Ou pis encore, sur tous les postes, les pots et antipotes s'acharnant à justifier ou accabler 68 avec les arguments de la causalité bourgeoise que justement récuse 68 génétiquement. Exemple : « Quelles sont les conséquences de Mai ? De quoi fut-il source ? Ou catalyseur ? Expliquez-nous enfin à quoi ça a servi, ce joyeux désordre ? »

Quand, en Mai, cette question était posée, elle recevait une splendide réponse socratique : « A rien ! » Tout ça, contrairement à l'idée asservie que vous vous faites du monde, ne sert à rien ! Concevez-le pour *une fois et à jamais* dans votre vie : rompez avec la causalité régressive réconfortante qui est la marque et le blason de l'esprit bourgeois et allez de l'avant jusqu'au bord de l'abîme,

vous abîmez, au bord de votre âme, donc. Faites-le, disions-nous alors, pour *une fois et vous serez à jamais* différents. A jamais, comme le traduit Jean Sur, *Forever*.

Lisez ce *68 Forever* et réapprenez à « vivre en suspens, suspendu à de l'insaisissable ». Au souvenir démystifiant du carnaval des groupuscules « révolutionnaires au jargon philosophico-politico », cessez d'entretenir les illusions complices : « Les nostalgiques de 68, qu'on les expose à Disneyland ! Ils y seront bientôt rejoints par la meute des ennemis de Mai, ivres de les agonir d'injures, sous la houlette arbitrale de Désiré Dollar. D'un côté, l'espérance trahie, de l'autre l'espérance niée... ».

Et si 1968 n'était rien d'autre que l'ébranlement, le soulèvement du cœur et du coffre qui se nomme espérance ? Jean Sur chante épatamment le séisme qui bouscula la mollesse élitiste, lui tendit un miroir où elle déchiffra son échec à survivre autrement que par violence et par mensonge. De ce désarroi, la bourgeoisie (comme état spirituel et non classe) se vengea : elle récupéra l'ébranlement pour sa rhétorique du « changement » et, larguant ses dernières mimiques réactionnaires (calquées sur la noblesse ancienne), elle se pavane enfin libérale et progressiste avec un beau profil humanitaire. Dès lors ont pu se développer les métastases de la crapulerie qu'il est du dernier cri d'appe-

ler « mondialisation ». En ce sens, les agités de Mai et leurs imprécateurs peuvent y voir la cause de leur fuite en avant : penchés sur eux-mêmes en ce temps-là, ils ont eu peur, et ce fut le principal moteur de leur carrière.

La phraséologie gauchiste (maladie sénile du stalinisme), les crassouilleries sexuelles (réplique aux partouzes sélectes des beaux quartiers), même la convivialité si chaude (sélective et éphémère.) ne font pas 68. Il en reste avant tout une commotion de la conscience. Si profonde qu'après trente ans elle n'affleure pas encore dans l'expression au point de dispenser de mentir pour se protéger. Clavel avait raison d'y pressentir l'irruption de l'Esprit : « Après cela, dit le Livre, je répandrai mon Esprit sur toute chair. Nos fils et vos filles prophétiseront, vos anciens auront des songes, vos jeunes gens, des visions » (Joël 3,1). J'y ai quant à moi, reconnu l'éclair de lucidité qui précède et annonce des temps sombres.

Le livre flamboyant de Jean Sur renoue avec la lecture prophétique au moment où chacun butte du nez sur l'événement et paraît par moment désespérer de l'avenir. C'est l'heure de se souvenir que l'histoire n'a de sens - même de sens politique - que vécue à la fois au plus intime de l'être et dans la commune expérience sociale *comme une espérance de salut*. Faute de cet engagement en acte assorti d'une attente semblable à la prière, le temps s'inverse et, pour faire taire les enfants prophètes, les dévore.

Luc de GOUSTINE

Jean Sur - « 68 Forever » - Arléa - prix franco : 78 F.

Rive dangereuse

Parmi les moyens d'investigation qui permettent de comprendre une société en profondeur, la production romanesque ne devrait pas être dédaignée, en raison même de son éloignement des méthodes des sciences humaines dont elle n'est pas forcément ignorante mais qu'elle a la royale liberté de transgresser. Tout simplement, le roman défie le destin et le tragique des vies personnelles et ne saurait se résoudre à abolir dans un collectif statistique ce qui relève du non objectivable. Le romancier est sourcier de la vie, qui toujours se dérobe, se cache ou resurgit, et enferme la liberté superbe du sujet dans des impasses où l'absurde le dispute à la révélation d'un sens souvent douloureux. Mais sans lui il n'y aurait pas d'humanité, c'est-à-dire de profondeur, d'énigme, de révolte et de quête d'une vérité qui est là, comme une étrangère trop proche.

C'est pourquoi, il y aurait lieu de lire sérieusement les romans les plus caractéristiques de cette rentrée littéraire. On « parle beaucoup » du roman de Houellebecq, non sans raison me semble-t-il (1). On est frappé aussi par le nombre et la qualité de romans féminins, avec leurs caractéristiques communes dont la crudité du langage n'est jamais que le symptôme de la même sensibilité à vif et peut-être d'un même dénuement un peu sauvage. Mais, à mon sens, il y a lieu de distinguer entre tous *Rive dangereuse* de Christine Chaufour Verheyen (2) dont la qualité est vraiment exceptionnelle. Je ne le dis pas par amitié, mais par conviction. Ce n'est pas si souvent qu'une romancière choisit de prendre à bras le corps un très grand thème dont elle n'éludera aucune des difficultés, en le transposant dans l'aujourd'hui le plus vivant, le plus indéniable. Sur ce point, je me distinguerai de la critique de Patrick Kéchichian qui dans *Le Monde* (3) a reconnu l'ambition de fond en regrettant sa trop grande actualisation dans la banalité quotidienne. Pour moi, cette actualisation est complètement vraie, jamais artificielle. Elle donne sa chair à l'histoire qui sans cela se diluerait dans l'abstraction.

J'admire aussi la diversité des registres d'expression de la romancière, capable de passer de la rugosité des faits à une transposition lyrique et poétique d'un langage qui, sans cela, serait sans prise sur l'impossibilité d'admettre « la réalité » qui est trop forte, trop pleine, donc trop indicible pour la prose. Seule la folie à un certain degré peut dire la mesure de l'impossible à accepter. Tout cela pour dire que les pages sur la folie du père enfermé dans sa maison de fou sont littéralement sublimes, parce qu'elles sont à la hauteur du drame. Mais voilà qui est incompréhensible si on n'évoque pas au moins d'un mot le drame qui est à l'origine de tous les développements. Christine Chaufour a voulu tout simplement reprendre Sophocle et son mythe d'Œdipe. Il faut avoir tous les événements en tête, car l'auteur les reprend tous. On se souvient qu'Œdipe est fils de Laïos, roi

de Thèbes et de Jocaste et qu'un destin implacable, annoncé par un oracle, l'amène à épouser sa propre mère et à tuer son père. Quand la vérité se révèle à elle, Jocaste se pend, et Œdipe qui s'est arraché les yeux est emmené par sa fille Antigone, qui elle-même aura le destin que l'on sait.

Rive dangereuse n'omet aucune des séquences de la tragédie. L'Œdipe moderne épouse sans le savoir sa mère. Comment aurait-il deviné qu'il était le fruit d'un viol, lorsque « Jocaste » n'avait pas encore treize ans ? Quant au « Laïos » transposé, il n'a rien d'un roi. Il est lui-même victime d'une enfance impossible, martyrisée. Voleur il est plus pitoyable qu'haïssable et son sort de clochard alcoolique aux bords de Seine se rapporte à l'enchaînement de certaines vies irrémédiablement gâchées. Et lorsqu'un inconnu, son fils, le jette dans le fleuve, ce n'est qu'un pauvre type qui ne pouvait éviter son destin. Mais il est cause, malgré lui, d'un tel malheur que la haine ne pouvait que fondre sur lui. Est-ce même de la haine, lorsqu'un être brisé s'acharne sur un être brisé ? Donc la pièce de Sophocle se rejoue à Bruxelles et à Paris, sauf qu'Antigone est absente. La romancière lui a préféré sa sœur Ismène.

Ismène est un peu l'antithèse d'Antigone, l'héroïne antique, sur qui pose toute la charge des lois non écrites, et qui, stoïque, va droit au tribunal du tyran. La petite sœur est toute légèreté, elle incarne même dans le roman, le refus de la loi, la plus sacrée, et semble, parfois, évoluer dans cet éther particulier, par delà le bien et le mal, où l'ignorance des tabous ouvre un royaume. Certes, ce n'est qu'illusion. La force d'Ismène - mais en cela elle est chrétienne, alors que son aînée demeure du côté des dieux - sera d'être supérieure à l'évidence de sa faute, d'une transgression que le paganisme ne pardonnerait pas et que le christianisme absout. Mais là est, sans doute, la force cachée du roman.

Dans l'ignorance de l'inceste qui est son origine scellée, la famille fondée par Gabriel et Marie est une famille profondément heureuse, avec ses quatre enfants portés par un amour qui n'a pu être décidé qu'au ciel. Irrresponsables tous de la faute originelle, pourquoi faudrait-il qu'ils soient condamnés par on ne sait quelle volonté vengeresse, montant la garde sur les lois inviolables de la famille et de la cité ? Pourtant, au jour l'horreur se révèle, par une fatalité à laquelle l'homme aveuglé collabore, comme à la suite d'un décret qui tient dans son signe. Alors la révélation produit l'horrible, l'insupportable. Marie se suicide, Gabriel se crève les yeux. Et leurs enfants sont eux même entraînés dans un processus infernal qui ne peut conduire qu'à la mort. Sauf pour Ismène, cet enfant de grâce, cette a-morale qui défie toute loi. Ismène survivra à la tragédie, et elle donnera même naissance à l'enfant issu de la double transgression mais que Noël sauve de toutes les fautes originelles.

Ainsi Sophocle antique est admis, reçu, mais en définitive lui-même transgressé. La philosophie n'est pas dite, mais elle se devine. Les lois de qui procède la création sont des lois terribles. Malheur à qui supporte les conséquences de leur viol. Rien ne fera contre la structure sacrée qui préside à la construction de la famille et aux règles de la filiation. Mais il y a plus grand encore que la législation du créé. Il y a une loi supérieure à la tragédie, il y a une pitié qui dépasse la plainte contre l'inéluctable. Ismène monte la garde à la porte d'un paradis, où les conséquences de la faute seront effacées, et où même nos larmes seront prises, en pitié.

(1) Michel Houellebecq - « Les particules élémentaires » - Flammarion - prix franco : 115 F.

(2) Christine Chaufour Verheyen - « Rive dangereuse » - Fayard - prix franco : 135 F.

(3) *Le Monde* du 11 septembre 1998.

par Gérard Leclerc



La France libre

De Londres à Alger, de Koufra à Paris libéré, l'histoire de la France libre n'avait jamais été faite. Jean-Louis Crémieux-Brilhac comble ce manque par un ouvrage magistral : acteur, témoin puis chercheur rigoureux, il révèle, enseigne et surtout transmet une émotion intense et belle.

La France libre n'a pas besoin de son mythe pour être ce qu'elle est : la magnifique renaissance de la France se libérant elle-même aux côtés de ses alliés.

Certes, comme toute grande page d'histoire, elle a commencé par être racontée par ceux qui, l'ayant vécue, ont publié des témoignages parfois complaisants et nécessairement partiels, tandis que le général de Gaulle donnait le sens politique de l'aventure dans une grande œuvre littéraire. Mais pour faire la part de l'histoire et de sa mythification éventuelle, il fallait que le temps donne la bonne distance, que les archives s'ouvrent, que la réflexion se fasse. Les démythificateurs de la France libre n'ont pas eu la patience d'attendre l'épreuve de sa « mise en histoire ».

C'est chose faite. Et l'on s'aperçoit que qualifier de « mythe » la France libre, la France résistante et combattante, n'était qu'une mystification à basses visées politiques.

Tel est le premier acquit de l'ouvrage décisif (1) de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui examine l'histoire de la France libre selon les règles de la recherche scientifique : un immense travail sur les archives françaises, anglaises, américaines, et la critique d'innombrables témoignages lui ont permis de rectifier sur certains points les *Mémoires de guerre*, d'exposer de manière très précises les conflits qui opposèrent les Français libres de Londres, de New-York et d'Alger, d'expliquer les erreurs, d'évoquer les doutes, les désespoirs. Quant aux sentiments, quant à l'ambiance, la véracité de la relation est d'autant forte que l'archiviste méticuleux fut ce tout jeune combattant, évadé d'Allemagne, qui rejoignit le général de Gaulle à Londres et devint secrétaire du comité de propagande de la France libre. C'est ce trop discret souvenir, dépouillé de toute nostalgie, qui donne à la matière historique le frémissement de la vie. Dès les premières pages, nous sommes saisis.

Édifiés, aussi, au meilleur sens du terme. Jamais nous n'avions mieux compris que la France libre fut la matrice de la diplomatie gaullienne. L'hostilité des Américains à l'égard du général de Gaulle, leur volonté de rabaisser la France, les sentiments d'admiration (la Bataille d'Angleterre) et de méfiance que nous

éprouvons à l'égard des Anglais, les relations avec la Russie (qui semblent susciter quelque réticence chez notre historien) sont déjà exprimés en toute clarté et avec une violence qui surprendra les jeunes lecteurs habitués à regarder l'histoire de la libération de la France sous l'angle de la fraternité d'armes. Elle a existé. Mais lorsque l'indépendance de la nation et l'autorité de son légitime représentant étaient menacées par Roosevelt ou par Churchill, le Général ne transigeait pas.

L'histoire de la France combattante, exilée à Londres, puis reconquérant peu à peu l'Empire français et reconstituant des forces clandestines sur le territoire métropolitain, c'est aussi l'histoire de la réaffirmation de la légitimité nationale. Grâce à une description très précise, Jean-Louis Crémieux-Brilhac donne la mesure de l'événement inouï par lequel un petit général est investi par le principe de légitimité, l'incarne aux yeux de ses compagnons, même plus prestigieux et plus gradés, et l'accomplit selon la tradition historique par ses paroles et ses décisions, par la lutte armée et par des actes légaux, par la reconstitution d'un gouvernement français provisoire mais qui atteint - non sans mal - la pleine reconnaissance des puissances étrangères.

Cette légitimité est révolutionnaire. Elle s'affirme à Londres par l'insurrection contre l'imposture vichyssoise, à Alger contre Giraud, mais aussi, dès avril 1942, dans cette *Déclaration aux mouvements de résistance* qui fonde le gaullisme politique et donne l'esquisse du programme de la Libération : celle d'une révolution politique, économique et sociale, patriotique et populaire qui inspire le discours de Bayeux, le Préambule de 1946 et le projet gaullien à partir de 1958.

Dans la tradition de Valmy, cette France nouvelle se révèle au monde de manière concrète et exemplaire dans la guerre de libération, menée par une armée dont Jean-Louis Crémieux-Brilhac souligne le caractère révolutionnaire. Ce sont les plus belles pages du livre : celles sur Bir Hakeim, celles sur les combats du Fetzan. Admirable portrait de Leclerc. Magnifique évocation de ces soldats dépenaillés, tirant et poussant des camions hors d'âge, et menant une guerre politique sous la conduite d'un noble plutôt de droite.

Bien entendu, la figure de Charles de Gaulle domine le livre comme l'histoire. Mais elle n'efface pas celles de ses compagnons, célèbres ou méconnus : le général Catroux, Pierre Brossolette, Georges Boris, Elisabeth de Miribel, Passy, basement calomnié, les simples soldats et le peuple résistant : sait-on que le premier engagé de la France libre fut un mécanicien d'Hispano-Suiza ?

C'est cette légitimité, confirmée par l'alliance de Français de toutes conditions et de toutes convictions, qui donnait au général de Gaulle cette extraordinaire audace qui stupéfiait les plus déterminés de ses partisans.

La leçon est d'autant plus facile à suivre que les combats que nous avons à mener ne nous exposent pas, Dieu merci, à la torture et à la mort.

B. LA RICHARDAIS

Jean-Louis Crémieux-Brilhac - « La France libre : de l'appel du 18 juin à la Libération » - Gallimard - prix franco : 200 F.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 14 octobre : Nous avons souvent évoqué les idées et le rôle de l'Action française lors des réunions consacrées à l'histoire du royalisme, mais cela fait bien des années qu'un travail historique d'ensemble ne nous avait pas permis de faire le point sur ce courant. La présentation que fera François HUGUENIN de « L'école d'Action française » passionnera ceux qui n'ont jamais lu une ligne de Maurras comme les familiers de cette pensée - mais aussi tous ceux qui veulent mieux connaître l'histoire du siècle qui s'achève.

♦ Mercredi 21 octobre : Lorsque parut le petit essai qui les mettait en cause, les grandes figures du monde médiatique ont observé un silence qu'elles auraient voulu étouffant. Lorsqu'il s'avéra que l'auteur rencontrait un écho considérable dans l'opinion, certains journaux allumèrent de tardifs contre-feux. Nous avons demandé à Serge HALIMI de nous faire l'histoire de cette bataille « Contre les nouveaux chiens de garde » et de réfléchir avec nous sur les modes de production et de diffusion de l'idéologie dominante.

♦ Mercredi 28 octobre : pas de réunion.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année).

Implantation

Le réveil du sud

Dans le cadre de notre politique de réimplantation de la NAR, le délégué national a commencé à prendre contact avec nos amis des régions de Marseille, de Lyon-Saint-Etienne et de Toulouse. Pour ces trois régions, un programme de réunions à l'intention de l'ensemble de nos sympathisants, pour les informer de nos projets, a été arrêté.

Trois voyages sont prévus en novembre. Bertrand Renouvin, accompagné de Nicolas Lucas, délégué national, iront les 12 et 13 novembre dans la région

de Marseille, la semaine suivante à Lyon-Saint-Etienne et la dernière semaine de novembre à Toulouse.

Des informations plus précises seront données dans notre prochain numéro, mais en attendant vous pouvez prendre contact avec nos correspondants sur place :

Alain Kinart (Marseille) au 04.91.48.25.33

Jean-Baptiste Dellatana (Var) au 04.94.88.42.03

Olivier Bruneau (Toulouse) au 06.86.80.67.61

Philippe Lauria (St Etienne-Lyon) au 04.77.25.04.56

CONSEIL NATIONAL

Le nouveau Conseil national de la NAR (élu au mois de juin dernier) se réunira à Paris le dimanche 1^{er} novembre.

La veille, se tiendra une réunion de l'équipe nationale autour de Nicolas Lucas le délégué national.

ADHESION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

ILE-DE-FRANCE

A l'occasion de la sortie du livre de Bertrand Renouvin « Les bourgeois du crépuscule », la Fédération d'Ile-de-France de la NAR et la rédaction de *Royaliste* convient tous nos lecteurs et amis à un

POT AMICAL

le samedi 17 octobre

de 17 h à 19 h

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs (4^e étage). A cette occasion Bertrand Renouvin dédicacera son livre.

COMTE DE PARIS

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons le texte complet de l'entretien (*La France retrouvera sa liberté en se révoltant* ?) donné par le comte de Paris au *Figaro* le 4 juillet dernier ainsi que celui de son appel « Ne renoncez pas à la France » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

Appel

♦ Il y a vingt ans, lors des journées royalistes que nous avons organisées salle des Horticulteurs, un extraordinaire dialogue s'était noué entre Pierre Boutang et Maurice Clavel.

♦ Nous recherchons les personnes qui pourraient détenir un enregistrement de cette confrontation.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Faites connaître *Royaliste* !

Abonnement d'essai de trois mois = 25 F.

Sortir de la confusion

Au cours de son allocution télévisée du 8 octobre, le Premier ministre a déclaré qu'il voulait « *le mouvement dans l'ordre* ». Pourquoi pas ? Mais il faudrait d'abord que nous puissions remettre de l'ordre dans nos esprits.

Or nous continuons d'être marqués par l'immense confusion mentale engendrée au cours de la précédente décennie par l'idéologie de la communication. Ainsi, nous ne sommes plus du tout en mesure de savoir si les belles et bonnes paroles que nous entendons expriment des convictions ou sont utilisées à des fins tactiques.

Dans l'ordinaire des jours, les citoyens peuvent attendre une vérification a posteriori du sérieux des intentions. En période de crise, ils veulent savoir immédiatement ce que pense, ce que veut et ce que fait le gouvernement. Pour garder confiance, ce qui peut lui donner un surcroît d'assurance.

Toute querelle mise de côté, nous voulons croire, ici, à la conviction de Lionel Jospin lorsqu'il évoque la nécessité du retour au politique, lorsqu'il prend ses distances avec le libéralisme économique, lorsqu'il en appelle à la responsabilité. Et nous l'approuvons tout particulièrement lorsqu'il proclame que sa fonction, « c'est de gouverner ».

Mais nous ne sommes pas sortis de la confusion politique. C'est le rôle des citoyens, et des militants, d'exprimer des souhaits et de présenter des propositions. C'est le rôle du gouvernement de prendre des décisions. Or nous constatons que les responsables du pays se contentent

pour le moment de déplorer la baisse du dollar, de souhaiter une réforme du système financier international, de proposer la levée d'un emprunt européen pour stimuler l'activité économique. Démarche méthodique, en vue de concertations diplomatiques ? Espérons-le. Mais l'action politique consiste à montrer sa force, et à « forcer le destin » - donc à l'anéantir. Cette audace ne se manifeste ni sur la scène internationale, où nous nous contentons de suivre



le mouvement en espérant l'infléchir, ni en France.

La nation continue de vivre dans la confusion sociale, qui provoque de plus ou moins brèves poussées de fièvre. Les lycéens sont en colère : on ne les calmera pas, ou pas longtemps, par quelques nominations supplémentaires et par des séances de dialogue. Pour sortir de la crise latente de l'enseignement, il faut des professeurs, des surveillants, des administrateurs en nombre suffisant, convenablement rémunérés, et respectés. Il est tout de même plus facile de prendre des décisions en ce sens que d'avoir à répondre, comme en 1968, à l'angoisse existentielle d'une génération !

Et qu'on ne parle pas de coûts : les petites économies provoquent d'immenses dégâts sociaux. C'est d'ailleurs ce que l'on vérifie dans les transports publics : il faut, comme partout, un personnel permanent, expérimenté et nombreux, alors que le gouvernement se contente de renforcer pour quelques semaines le dispositif policier, et d'annoncer un durcissement des sanctions judiciaires qui ne dissipera pas la peur des conducteurs et des usagers.

La crise financière et économique va augmenter la confusion et risque, si rien n'est fait, d'accroître la peur qui règne déjà dans les entreprises privées, qui rôde dans notre société hantée par le chômage, et qui paralyse les centres de décision.

Nous pouvons résister à ce mouvement qui peut dégénérer en panique si le gouvernement cesse de confondre l'humilité et la soumission face aux puissants, le compromis et la complaisance à l'égard des groupes de pression (ainsi dans l'affaire du PACS, summum de la confusion juridique), le réalisme et la résignation. On ne peut pas gouverner en ayant peur de son ombre. On ne peut pas continuer à masquer son désarroi avec l'opium des sondages qui expriment, selon les instituts d'opinion, une acceptation distante et résignée, un soutien par défaut de ceux qu'on ne sait plus par qui remplacer.

Cette situation est d'autant plus lamentable que la France dispose des capacités intellectuelles, des richesses matérielles, des possibilités techniques et industrielles, et de l'immense énergie latente d'un peuple qui ne demande qu'à se mobiliser. En vue de quoi ?

Pour la France, qui est depuis plus de mille ans et qui demeure, pour les citoyens que nous sommes, le plus exaltant des projets.

Bertrand RENOUVIN